STOP AUX EXPULSIONS SANS RELOGEMENT !
AUX DISCRIMINATIONS !
DES SOLUTIONS MAINTENANT

Les expulsions et destructions de bidonvilles se succèdent dans toute la France. La police jette à la rue les familles et les bulldozers réduisent en charpie leurs cabanes et leurs biens. Le rythme s'accélère et de nombreux terrains sont menacés d'expulsion dans les semaines et les mois à venir. Que deviennent les familles? Où vont-elles s'abriter? Comment poursuivre un accompagnement médical et scolaire? La seule solution apportée est de mettre les familles à la rue. **Être à la rue serait-il plus sûr et plus digne que de vivre dans un bidonville ?**

Pourtant la circulaire interministérielle du 26 août 2012 prévoit un diagnostic social individualisé en amont des expulsions, afin de proposer «des solutions d'accompagnement, dans les différents domaines concourant à l'insertion des personnes: scolarisation, santé, emploi, logement». En réalité, la circulaire est restée lettre morte pour une grande partie des évacuations. Lorsqu'elle est mise en oeuvre, elle se résume la plupart du temps à un simple recensement des personnes. Dans le meilleur des cas, un hébergement temporaire à "l'hôtel" est proposé pour une infime partie des familles, souvent très loin de leur lieu de vie. On est bien loin d'une réelle recherche de solutions et de véritables projets d'insertion... Pour les familles et les associations de soutien, ces diagnostics dits «sociaux» (par ailleurs coûteux) ressemblent à un simple alibi pour permettre aux préfectures de se justifier de l'application de la circulaire.

La politique menée par les autorités françaises est inefficace et dangereuse. Dans la France du 21ème siècle, on interdit à des enfants d'aller à l'école car ils sont pauvres et étrangers. On interdit à des hommes à des femmes de travailler car ils sont roumains ou bulgares. Les autorités participent à la montée d'un climat xénophobe de par la manière dont les Rroms sont traités, aussi bien dans les discours que dans les actes. **La politique du mépris, du racisme, de l'exclusion brutale et de la négation des droits les plus élémentaires doit cesser !**

Or, des solutions existent: la réquisition des logements et bâtiments vides pourrait être un premier pas pour reloger de façon provisoire tous les mal-logés, sans distinction. Une vraie politique de construction de logement social est également indispensable pour faire face à l'immense pénurie de logement, notamment en Île-de-France. **Certaines communes mènent avec succès des projets alternatifs de relogement et d'accès au droit commun.**

Nous demandons que les sommes allouées aux diagnostics «sociaux» aient pour véritable objectif de trouver des solutions et non d'être un outil de tri et de propagande. Le budget consacré aux expulsions doit aller vers des projets d'installation alternatifs et d'accompagnement social. L'État se doit d'impulser la coordination avec les collectivités locales pour régler la question des bidonvilles.

Enfin, pour avancer dans l'accès de ces familles au droit commun, il faut cesser immédiatement toutes les discriminations à l'égard des familles Rroms. Il faut supprimer les freins administratifs à l'accès à l'emploi.

Arrêtons la politique d'expulsion du territoire. il faut obliger les mairies à inscrire les enfants a l'école.

Pour faire cesser le racisme et le mépris, pour promouvoir des solutions basées sur le respect du droit et de la dignité humaine

Manifestons dimanche 7 juillet, 15h, Fontaine St-Michel, Paris

Associations, collectifs et syndicats : Association Culturelle des Travailleurs Immigrés de Turquie (ACTIT), Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF), Association Intermèdes-Robinson, Association de Solidarité en Essonne avec les familles Roms et Roumaines (ASEFRR), Association nomades Terne Roma a stains, Cedetim, CCFD-Terre solidaire, équipe de st denis, Collectif de soutien aux Roms du Val Maubuée (77), Collectif de soutien aux Rroms et Bulgares de Bobigny, Collectif de soutien de Clichy-sous-Bois, Collectif de soutien de Rosny-sous-Bois, Collectif ROMEUROPE 94 (réseau du CNDH Romeurope), Collectif de soutien aux familles Coordination contre le racisme et l'islamophobie Rroms de Noisy-le-Grand, CRI, Collectif de solidarité avec les Roms Marseille, Comité de coordination de la réquisition citoyenne du 91 bd Plombières MarseilleCollectif Romyvelines, comité ATTAC N.91, Comité régional Ile de France de la LDH, Conseil représentatif des associations noires de France (CRAN), Droit au Logement (DAL), Ecodrom93, Ensemble Vivre Travailler Coopérer (EVTC), Femmes Plurielles, FUIQP: Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires. FSU Île-de-France, La Voix des Rroms, LDH 93, Médecins du Monde-Mission bidonvilles 93, Merilin dans notre Ville, MRAP, Mouvement Émergence, Observatoire Citoyen du CRA de Palaiseau. Plateforme 93 de soutien aux Rroms vivant en bidonvilles, Réseau Action Culture Education Droit (R.A.C.E.D.), Registre des Citoyens du monde Paris 13, Réseau 1427 (Saint-Denis), Sang pour Sans, Solidarité A Villebon Avec Les Familles Et Roms et Roumaines (SAVALFERR), Sortir du Colonialisme, Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Union Syndicale Solidaires... Organisations politiques : Alternative Libertaire (AL), Gauche anticapitaliste (GA), Les Alternatifs 93, Europe Écologie Les Verts Île-de-France (EELV), Fédération pour une Alternative sociale et écologique (FASE), Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Parti Communiste Français (PCF), Parti de Gauche (PG)